



Convention relative aux droits des personnes handicapées

Distr. générale
27 février 2013
Français
Original: anglais

Comité des droits des personnes handicapées

Huitième session

Compte rendu analytique de la partie publique* de la 74^e séance

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le lundi 17 septembre 2012, à 10 heures

Président: M. McCallum

Sommaire

Ouverture de la session

Déclaration liminaire de la Représentante de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme

Adoption de l'ordre du jour

Questions d'organisation

Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 35 de la Convention

Rapport du Président sur les activités entreprises entre les septième et huitième sessions du Comité

Coopération avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations de personnes handicapées et d'autres organes compétents

* Il n'est pas établi de compte rendu pour le reste de la séance.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

Ouverture de la session

1. **Le Président** déclare ouverte la huitième session du Comité des droits des personnes handicapées.
2. Il félicite les membres du Comité qui ont été réélus à la session de la Conférence des États parties à la Convention qui a eu lieu récemment et remercie ceux dont le mandat expirera à la fin de 2012 pour la contribution précieuse et novatrice qu'ils ont apportée et qu'ils continueront d'apporter aux travaux du Comité.

Déclaration liminaire de la Représentante de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme

3. **M^{me} Lee** (Chef du Groupe des catégories cibles, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme – HCDH) dit que, depuis la dernière session du Comité, sept pays sont devenus parties à la Convention (le Bénin, Djibouti, l'Estonie, la Grèce, le Libéria, Nauru et le Ghana), ce qui porte à 119 le nombre total d'États parties à la Convention. En outre, cinq nouveaux pays ont ratifié le Protocole facultatif, ce qui porte à 72 le nombre total d'États parties à cet instrument.
4. Le processus de renforcement des organes conventionnels de l'ONU a culminé avec la publication du rapport de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme (A/66/860), qui contient les propositions clefs suivantes faites aux organes conventionnels: définir un calendrier exhaustif garantissant le même traitement à tous les États parties, garantir une cohérence continue de la jurisprudence des organes conventionnels dans les communications individuelles et adopter des directives communes sur les questions de procédure connexes, augmenter l'accessibilité et la visibilité du système des organes conventionnels, y compris par des diffusions sur le Web, établir une procédure de présentation des rapports ciblée et simplifiée pour aider les États parties à remplir leurs obligations en matière de présentation de rapports de manière plus économique et aligner autant que possible les méthodes de travail en respectant les spécificités normatives des traités.
5. La question du renforcement des organes conventionnels a également été examinée à la vingt-quatrième réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, qui s'est tenue à Addis-Abeba en juin 2012. Les présidents ont salué le rapport de la Haut-Commissaire et ont demandé instamment à tous les organes conventionnels de revoir avec soin leurs méthodes de travail à la lumière des recommandations contenues dans le rapport et de se pencher sur les mesures à prendre pour les appliquer. Durant la réunion, les présidents ont également tenu une vidéoconférence avec les deux cofacilitateurs du processus intergouvernemental de l'Assemblée générale visant à renforcer et à améliorer le fonctionnement effectif du système d'organes conventionnels chargés de la protection des droits de l'homme, lancé par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/254, au cours de laquelle les cofacilitateurs ont mis l'accent sur le fait que, étant donné que le système des organes conventionnels était un système à parties prenantes multiples, ceux-ci devaient participer, en tant qu'organes des Nations concernés, au processus intergouvernemental, en qualité d'experts. Ultérieurement, le président et le vice-président de la réunion ont été invités, et ont participé en tant que personnes ressource, à la réunion informelle du processus intergouvernemental, tenue en juillet 2012.
6. Un certain nombre d'organes conventionnels ont adopté des décisions ou des déclarations dans lesquelles ils ont félicité la Haut-Commissaire pour son rapport. Celle-ci a présenté dans son rapport des propositions spécifiques visant à renforcer l'accessibilité et la

visibilité des organes conventionnels au niveau national et a réaffirmé l'intention du Haut-Commissariat de rendre son site Web plus convivial et plus accessible aux personnes handicapées.

7. Un résultat important de la vingt-quatrième Réunion annuelle des présidents a été l'adoption, à l'issue des débats, des principes directeurs relatifs à l'indépendance et à l'impartialité des membres des organes conventionnels, qu'ils ont fortement recommandé aux différents organes conventionnels d'adopter. Les présidents ont réaffirmé l'importance des instruments relatifs aux droits de l'homme pour ce qui était d'assurer l'indépendance et l'impartialité des membres des organes conventionnels et ont souligné que ces organes avaient le pouvoir de décider de leurs propres méthodes de travail et règles de procédure et de garantir leur indépendance. Un certain nombre d'organes conventionnels ont adopté des résolutions ou des déclarations en faveur des principes directeurs.

8. À sa vingtième session ordinaire, en juillet 2012, le Conseil des droits de l'homme a examiné l'étude thématique sur la question de la violence à l'égard des femmes et des filles et du handicap, établie par le Haut-Commissariat (A/HRC/20/5). L'une des principales conclusions de l'étude était que la violence touchant les femmes et les filles handicapées restait largement invisible et que les efforts menés sur les plans législatif, administratif et politique parvenaient mal à articuler le souci d'égalité des sexes et les questions de handicap et à combattre efficacement les risques et les facteurs de vulnérabilité y afférents. Plusieurs mesures ont été suggérées aux États membres pour remédier à ce problème.

9. Le Haut-Commissariat prépare une étude sur le travail et l'emploi des personnes handicapées, en vue du débat que tiendra le Conseil des droits de l'homme sur les droits des personnes handicapées à sa vingt-deuxième session, en mars 2013, qui tiendra compte des observations finales formulées par le Comité dans son rapport. Les observations finales du Comité commencent également à être prises en compte dans les recommandations formulées dans le cadre de l'examen périodique universel.

10. Parmi les autres faits nouveaux survenus récemment en rapport avec les droits des personnes handicapées, il convient de mentionner l'examen de la Convention par le Comité d'experts concerné du Conseil de l'Europe, y compris l'examen de la question de savoir comment les États pourraient mieux promouvoir et protéger les droits des enfants et des jeunes handicapés, et l'incorporation de questions relatives aux personnes handicapées dans le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20). Le Comité permanent du droit d'auteur et des droits connexes de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a, à sa vingt-quatrième session, poursuivi les débats sur un instrument international relatif aux limitations et exceptions en faveur des déficients visuels et personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés et adopté un document de travail révisé. Si des progrès considérables ont été faits, des dispositions importantes doivent encore être travaillées. L'Instance permanente sur les questions autochtones a organisé une table ronde en mai 2012 sur les difficultés que doivent surmonter les personnes handicapées autochtones pour exercer leurs droits et participer au développement et la Conférence des États parties à la Convention a consacré sa cinquième session, qui s'est tenue à New York en septembre 2012, aux questions des femmes handicapées, des enfants handicapés, de l'accessibilité et de la technologie. Le 14 septembre 2012, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a accueilli le Forum 2012 du partenariat mondial consacré aux enfants handicapés et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a lancé en juin 2012 le *QualityRights Tool Kit* pour évaluer et améliorer la qualité des soins et le respect des droits de l'homme dans les établissements de santé mentale et les centres médico-sociaux.

Adoption de l'ordre du jour (CRPD/C/8/1)**Questions d'organisation**

11. **Le Président** appelle l'attention sur l'ordre du jour provisoire, le programme de travail tel qu'il a été modifié (CRPD/C/8/1) et l'annexe à celui-ci. Il dit qu'il considérera que le Comité souhaite adopter l'ordre du jour provisoire et le programme de travail modifié.

12. *Il en est ainsi décidé.*

Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 35 de la Convention

13. **M. Araya** (Secrétaire du Comité) dit que le Comité a reçu les rapports initiaux des neuf pays suivants: le Brésil (CRPD/C/BRZ/1), le Chili (CRPD/C/CHL/1), le Kenya (CRPD/C/KEN/1), la Nouvelle-Zélande (CRPD/C/NZL/1), le Portugal (CRPD/C/PRT/1), le Qatar (CRPD/C/QAT/1), la Serbie (CRPD/C/SRB/1), la Slovaquie (CRPD/C/SVK/1) et l'Ukraine (CRPD/C/UKR/1), ce qui porte à 35 le nombre de rapports soumis. Le Comité, qui a examiné trois rapports jusqu'à présent, a un retard dans l'examen des rapports qu'il mettra huit ans, soit jusqu'en 2020, à rattraper. À la fin de 2011, 58 rapports étaient en retard.

14. **Le Président** dit qu'il est affligeant pour les États parties et les ONG qui soumettent des rapports d'apprendre que le Comité ne pourra les examiner que dans cinq ans ou plus. À la prochaine session de l'Assemblée générale, il demandera à la Troisième Commission du temps de réunion supplémentaire pour permettre au Comité d'éponger son retard plus rapidement. Le Comité devait au milliard de personnes handicapées de par le monde de s'efforcer d'atteindre cet objectif.

Rapport du Président sur les activités entreprises entre les septième et huitième sessions du Comité

15. **Le Président** dit qu'il a assisté à la vingt-quatrième réunion annuelle des présidents des organes créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme. Il a également assisté et pris la parole à la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention pour présenter un résumé des travaux accomplis par le Comité et appeler l'attention sur la contribution de celui-ci au Forum 2012 sur le partenariat mondial en faveur des enfants handicapés. À cet égard, il rappelle que le Comité a prévu de consacrer une demi-journée à un débat général sur les femmes et les filles handicapées à sa neuvième session, en 2013.

Coopération avec les organismes des Nations Unies, les institutions spécialisées, les organisations de personnes handicapées et d'autres organes compétents

16. **M. Dumitriu** (Conseil de l'Europe) dit que les 47 États membres du Conseil de l'Europe, qui sont tous parties à la Convention européenne des droits de l'homme, suivent les activités du Comité avec un vif intérêt et partagent un grand nombre des priorités du Comité en ce qui concerne la protection des droits des personnes handicapées. Le Conseil espère établir des liens de coopération et un dialogue étroits avec le Comité dans les années à venir.

17. La protection des droits des personnes handicapées fait partie intégrante du programme et budget 2012-2013 du Conseil de l'Europe et les États membres continuent d'appliquer le Plan d'action pour les personnes handicapées 2006-2015. En 2013, le Conseil prévoit de mettre davantage l'accent sur les droits culturels des personnes handicapées et leur accès aux sports, au tourisme et aux loisirs. Ce faisant, il s'inspirera de

l'excellent exemple donné par les Jeux paralympiques de 2012 à Londres, qui ont grandement contribué au renforcement du respect des droits des personnes handicapées.

18. Le Conseil de l'Europe encourage ses États membres à appliquer deux recommandations du Comité des ministres, l'une datée du 13 juin 2012, sur la protection et la promotion des droits des femmes et des jeunes filles handicapées et l'autre, du 16 novembre 2011, sur la participation des personnes handicapées à la vie politique et publique.

19. Le 19 décembre 2011, la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) a publié une déclaration interprétative révisée du Code de bonne conduite en matière électorale relative à la participation des personnes handicapées aux élections. Dans sa déclaration, la Commission déclare que le suffrage universel est un principe fondamental du Patrimoine électoral européen et que les personnes handicapées ne peuvent être discriminées à cet égard.

20. Par l'intermédiaire de sa présence à Genève et en s'appuyant sur ses vastes compétences dans le domaine des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe est prêt à coopérer avec le Comité pour examiner les rapports des États parties membres du Conseil de l'Europe, et dans des domaines plus théoriques, comme l'élaboration d'observations générales ou l'apport de contributions à la codification du droit international.

21. **M^{me} Orama** (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) dit qu'elle souhaite passer en revue les activités entreprises par le Haut-Commissariat depuis la session précédente du Comité pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées. À la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention, le Haut-Commissariat a fait part de réflexions sur le thème choisi, «Faire en sorte que la Convention compte pour les femmes et les enfants», à la lumière de la nouvelle approche du handicap fondée sur les droits consacrée par l'instrument. Le HCDH participe également aux préparatifs de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement, qui aura lieu à New York en septembre 2013. Les cofacilitateurs de la réunion, les Philippines et la Suède, recueillent des avis sur la forme que devrait prendre le document final (déclaration politique, programme d'action ou les deux), les éléments qu'il devrait renfermer et les modalités de participation de la société civile à la réunion. Elle encourage les membres du Comité à faire part de leurs vues sur ces trois points et les transmettra aux cofacilitateurs.

22. Le HCDH a invité les États et d'autres acteurs clefs à fournir des éléments et des avis pour l'étude qu'il est en train de faire sur le travail et l'emploi des personnes handicapées. Les plus de 70 contributions reçues jusqu'à présent seront d'une grande utilité pour rédiger l'étude, qui sera publiée sur le site Web du HCDH dans un format accessible avant la date du débat sur les droits des personnes handicapées, qui doit avoir lieu à la vingt-deuxième session du Conseil des droits de l'homme en mars 2013.

23. Le HCDH participe, avec diverses entités des Nations Unies, y compris le Département des affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'OMS, à la gestion du Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées et du Fonds d'affectation spéciale multidonateurs. Début septembre 2012, le Partenariat a achevé le premier examen des propositions de projets reçues par les équipes de pays des Nations Unies et a retenu un total de 16 projets à financer, certains immédiatement et d'autres lorsque les fonds seront disponibles.

24. Aider les États et d'autres acteurs clefs au niveau national à ratifier et à mettre en œuvre effectivement la Convention fait partie des principales activités du HCDH, tant au siège à Genève que dans un nombre croissant de présences sur le terrain. En juillet 2012, le HCDH a entrepris une mission conjointe avec le Département des affaires économiques et

sociales au Kenya et en Éthiopie pour aider des acteurs étatiques et non étatiques à identifier les mesures à prendre pour progresser dans l'application de la Convention. Entre autres activités, on mentionnera l'achèvement de la mise au point d'un module de formation sur la Convention et le protocole facultatif s'y rapportant, disponible sur le site Web du HCDH. Une première session de formation de formateurs sera organisée à Genève en décembre 2012, pour développer l'aptitude des présences sur le terrain à dispenser la formation. D'autre part, le Haut-Commissariat a élaboré un manuel relatif aux législations pour aider les États parties à aligner leurs législations et leurs pratiques nationales sur la Convention. Il sera disponible au cours du deuxième semestre de 2012, y compris sur le site Web du HCDH.

25. Le HCDH a participé activement à plusieurs initiatives visant à améliorer l'accessibilité de l'ONU pour les personnes handicapées, y compris au travail des équipes spéciales créées à cet effet au Secrétariat de l'ONU et au Conseil des droits de l'homme. Début 2012, il a reçu une contribution volontaire de l'Australie pour garantir que les personnes handicapées puissent participer aux travaux du Conseil dans des conditions d'égalité. Il est réjouissant d'assister à la réalisation progressive de la participation dans des conditions d'égalité, même pour des événements qui ne sont pas spécifiquement axés sur le handicap.

26. **M^{me} Veronica Birga** (Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme) se propose d'informer le Comité des faits nouveaux survenus depuis qu'elle lui a présenté, à sa septième session, l'étude thématique sur la question de la violence à l'égard des femmes et des filles et du handicap. L'étude a été présentée à la cinquième session du Conseil des droits de l'homme et est disponible sur le site Web du HCDH dans toutes les langues officielles de l'ONU. Le HCDH a pris un certain nombre de mesures pour faire connaître l'étude et inciter à donner suite à ses conclusions et recommandations, y compris une réunion parallèle, organisée conjointement avec la Mission permanente du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies à la vingtième session du Conseil. Les participants à cette réunion ont apprécié l'étude et ont invité instamment le Haut-Commissariat à collaborer avec la société civile et les organisations de femmes pour accroître la visibilité des recommandations qu'elle contient. On trouvera des informations sur la réunion parallèle sur le site Web du HCDH.

27. En juin 2012, le HCDH a participé à la Conférence internationale sur les femmes handicapées, qui avait pour thème «Les défis du nouveau millénaire pour les femmes en situation de handicap» et était organisée par le Comité espagnol des représentants des personnes handicapées à Madrid. Le représentant du HCDH a prononcé l'allocution principale sur la question de la violence contre les femmes handicapées, en se fondant sur les conclusions de l'étude thématique et les travaux de la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences. Le Haut-Commissariat a aussi porté les conclusions de l'étude à l'attention du Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et espère pouvoir s'adresser à ce comité sur cette question à l'occasion d'une prochaine session.

28. La Rapporteuse spéciale présentera un rapport thématique sur la violence à l'égard des femmes handicapées, établi à partir des conclusions de l'étude du HCDH, à la prochaine session de l'Assemblée générale. Ce rapport analyse la corrélation entre le sexe et le handicap et d'autres causes de marginalisation et d'exclusion, examine les questions de soins de santé génésique et de choix en matière de procréation et passe en revue les obstacles auxquels les femmes handicapées se heurtent lorsqu'elles comparaissent en justice ou, plus généralement, pour accéder à la justice. La Rapporteuse spéciale encourage le Comité à tenir compte des conclusions et recommandations de l'étude du HCDH et de celles que contient son propre rapport sur ses travaux, notamment pour examiner les rapports des États parties et rédiger des observations générales. Elle l'encourage également

à rechercher des moyens de poursuivre l'examen de ces questions, notamment en coopération avec le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et d'autres mécanismes compétents. Le Comité sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes travaille à l'élaboration de recommandations générales portant sur l'accès à la justice ainsi que sur les femmes dans les situations de conflit et d'après-conflit; dans les deux domaines, il est essentiel d'intégrer des considérations liées au handicap.

29. Parmi les recommandations de l'étude sur la question de la violence à l'égard des femmes et des filles et du handicap que le HCDH estime important d'appliquer à titre prioritaire, il convient de mentionner celle qui porte sur la nécessité de faire en sorte que les États et d'autres parties prenantes luttent contre l'invisibilité du phénomène en fournissant des données appropriées et en adoptant une double approche. Cette approche implique de veiller à ce que des programmes conçus pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et pour assurer l'accès à la justice, à des mesures de protection et à des services juridiques, sociaux et médicaux soient élaborés et mis en œuvre d'une manière qui garantisse l'intégration et l'accessibilité pour les femmes et les filles handicapées. En outre, des programmes et des stratégies spécifiques concernant ces femmes et ces filles devraient être appliqués conformément aux normes internationales. À cet égard, il conviendrait de s'efforcer d'adopter une approche globale, visant à éliminer la discrimination, à promouvoir l'autonomie et à faire face à certains facteurs de risque, en prêtant une attention adéquate aux domaines de l'éducation, de l'emploi, de la santé et de la protection sociale.

30. **M. Shakespeare** (Organisation mondiale de la santé (OMS)) dit que l'OMS continue de faire connaître son *Rapport mondial sur le handicap*, qui a été publié dans près de 40 pays. Les publications nationales sont l'occasion de promouvoir la Convention et sa ratification dans les pays qui ne sont pas encore parties à cet instrument. Une traduction du résumé du rapport en langue des signes, qui a été réalisée en association avec la Fédération mondiale des sourds, sera disponible à l'automne 2012.

31. À la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention, l'OMS, en association avec l'UNICEF, a présenté le document de travail intitulé «Early childhood development and disability» (Développement de la petite enfance et handicap). L'OMS a en outre publié le *QualityRights Tool Kit*, un outil pratique conçu pour garantir que les soins de santé mentale soient conformes aux principes des droits de l'homme et aux approches fondées sur des données factuelles, et pour promouvoir l'admission et les traitements volontaires, conformément à la Convention. À la Conférence également, l'OMS a tenu une réunion parallèle sur la stérilisation forcée. L'Organisation prépare une déclaration sur ce sujet, qui sera prochainement distribuée sous forme de projet, pour consultation. La période de consultation durera jusqu'au 26 octobre et les membres du Comité sont invités à le lire et à réagir.

32. L'OMS a bien avancé sur la voie de la mise au point d'une enquête type sur le handicap qui donne effet à l'article 31 de la Convention. L'Organisation a examiné 179 enquêtes dans le monde et analysé les données qu'elles contenaient pour élaborer des propositions de questions. Les 10 et 11 décembre 2012 aura lieu un examen d'experts; les membres du Comité qui ont des connaissances particulières concernant les données sur le handicap ou un intérêt particulier pour ces questions sont invités à y participer.

33. L'OMS met la dernière main à des perspectives internationales sur les lésions de la moelle épinière et publiera un rapport portant spécifiquement sur les handicaps qui en découlent. Elle met au point également des directives sur la réadaptation médicale et étudie les mesures qui permettront aux professionnels de la santé de mieux comprendre les droits des personnes handicapées et d'améliorer leur communication avec celles-ci. L'idée, à terme, est de produire une publication qui recommande les meilleures pratiques dans ce domaine.

34. L'OMS a publié deux études sur la violence à l'égard des personnes handicapées dans la revue *The Lancet* en 2012, qui révèlent que les adultes handicapés sont exposés à un risque sensiblement accru d'être victimes de violences et que ceux qui souffrent de troubles mentaux sont tout particulièrement vulnérables. Les enfants handicapés sont quatre fois plus victimes de violences que les enfants qui ne le sont pas. L'OMS examine actuellement des données sur des mesures qui ont permis de réduire la violence et d'aider des hommes et des femmes victimes de violences; elle compte publier ses conclusions en 2013.

35. Le premier Congrès mondial sur la réadaptation à base communautaire se tiendra en novembre 2012 à Agra (Inde) et l'on s'attend à ce que plus de 1 000 personnes y participent. Les participants examineront la question de savoir combien de personnes handicapées dans les pays les plus pauvres pourraient bénéficier de ce type de réadaptation. Un module de formation sera élaboré à l'intention des travailleurs de niveau intermédiaire pour leur apprendre comment aider les personnes handicapées et quels sont leurs droits. Enfin, l'OMS a récemment achevé la mise au point d'un kit sur l'intégration du handicap à l'intention de bureaux dans 194 de ses États membres. L'Organisation prend acte avec satisfaction des informations données par le Comité concernant le résultat de ses initiatives et se réjouit de l'aider dans ses travaux.

36. **M^{me} Woods** (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI)), prenant la parole en tant que secrétaire du Comité permanent de l'OMPI du droit d'auteur et des droits connexes, se propose d'informer le Comité de l'état d'avancement des négociations sur un instrument international sur les limitations et les exceptions relatives au droit d'auteur qui permettrait de mettre à la disposition des déficients visuels et des personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés des versions accessibles d'œuvres protégées par le droit d'auteur et rendrait possible le transfert transfrontière de ces versions. Ce type de transfert transfrontière ne fait pas partie du cadre habituel des droits exclusifs sur le territoire national. Il faut s'attendre à ce que les œuvres échangées par-delà les frontières soient pour la plupart des œuvres numériques. L'adoption d'un instrument prévoyant des limitations et des exceptions serait une innovation car les traités et autres instruments ont de tout temps porté sur des droits exclusifs plutôt que sur des limitations ou des exceptions concernant ces droits.

37. Les débats sur la question ont commencé en 2006 et, en 2010, un projet de traité, établi principalement par l'Union mondiale des aveugles, a été soumis. Après d'intenses négociations sur des propositions complémentaires reçues d'États membres, un document de consensus a été établi en juin 2011 et accepté comme texte de travail unique en novembre 2011. Le Comité permanent a recommandé à l'Assemblée générale de l'OMPI de tenir une réunion de négociation intersession sur la question en octobre 2012. Cette question étant la plus avancée à l'ordre du jour du Comité permanent, elle sera aussi au centre des débats de la réunion de cet organe en novembre 2012. Le Comité permanent demandera alors à l'Assemblée générale de convoquer une session extraordinaire en décembre 2012, dans la perspective de la tenue d'une conférence diplomatique sur le sujet en 2013.

38. Le Comité permanent débat encore de la question de savoir si le document final devrait être un traité ou un autre type d'instrument international, tel qu'une recommandation conjointe. La catégorie des personnes bénéficiaires reste encore à définir également car l'emploi et le sens des expressions «déficients visuels» et «personnes ayant des difficultés de lecture des textes imprimés» font encore l'objet de débats intensifs. Des débats sont toujours en cours sur l'éventail des œuvres sur lesquelles devrait porter cet instrument. De nombreux États ayant déjà adopté des limitations et des exceptions font appel à des intermédiaires de confiance ou à des entités agréées pour fournir des œuvres accessibles aux bénéficiaires mais certains États, qui n'ont pas encore adopté d'exceptions, s'interrogent sur leur capacité à gérer un système de ce type. Il pourrait être judicieux par

conséquent d'inclure dans l'instrument adopté, quel qu'il soit, des dispositions sur le développement des capacités et l'assistance nationale. Un autre débat porte sur l'impact que l'instrument pourrait avoir sur l'interprétation du test en trois étapes qui définit les restrictions appliquées aux limitations et aux exceptions relatives au droit d'auteur. Le Comité permanent est d'un optimisme prudent quant à la progression des négociations dans le sens espéré.

39. **Le Président** dit que le Comité est résolument en faveur de l'adoption d'un texte régissant cette question et espère que le processus en cours débouchera sur un traité plutôt que sur autre type d'instrument.

40. **M^{me} Moodie** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)) dit que, ces dernières années, l'UNICEF a pris une série de mesures pour rendre ses programmes plus accessibles aux enfants handicapés et pour qu'ils prennent mieux en compte ces enfants, et également pour que l'organisation elle-même compte davantage de personnes handicapées parmi ses fonctionnaires et parmi les représentants de la société civile. À nombre de ces mesures il convient de mentionner l'orientation des programmes sur le handicap et la création d'un groupe de travail interdivisions sur le handicap, de centres de liaison sur les personnes handicapées et d'une unité sur les questions relatives aux personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'une formation dans ce domaine à l'intention de l'ensemble du personnel.

41. L'UNICEF coprécide le Groupe d'appui interorganisations pour la Convention relative aux droits des personnes handicapées et joue un rôle actif dans le Partenariat des Nations Unies pour la promotion des droits des personnes handicapées; elle intervient en tant qu'organisme partenaire dans 10 des 16 projets financés par le Partenariat. Elle dirige également le Partenariat mondial sur les enfants handicapés qui, cette année, se concentrera sur les questions de nutrition, d'éducation et d'action humanitaire concernant les enfants handicapés. Elle a récemment organisé le Forum du Partenariat mondial 2012. Un certain nombre d'activités sont en cours, telles que les débats sur le programme de développement pour l'après-2015 et les préparatifs de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement qui aura lieu en 2013. L'UNICEF est résolu à veiller à ce que ces activités tiennent compte des droits des enfants handicapés et débouchent sur des stratégies axées sur un développement plus équitable et plus inclusif.

42. Le Bureau régional de l'UNICEF pour l'Europe centrale et orientale et le Commonwealth des États indépendants ont récemment publié un ouvrage présentant une approche fondée sur les droits pour une éducation intégrant les enfants handicapés et l'organisation fait le nécessaire actuellement pour que son site Web soit accessible aux personnes handicapées d'ici février ou mars 2013.

43. **Le Président** remercie l'International Disability Alliance d'avoir organisé la retransmission de la réunion en cours sur le Web.

44. **M. Vardakastanis** (International Disability Alliance (IDA)) dit que l'IDA considère que la fourniture de services de retransmission sur le Web est une obligation et estime que toutes les réunions devraient être retransmises sur le Web.

45. Dans la déclaration qu'elle a prononcée à la cinquième session de la Conférence des États parties à la Convention, l'IDA a fait cinq propositions: intégrer les droits des personnes handicapées et la Convention dans l'ensemble du système des Nations Unies, y compris au niveau national; veiller à ce que le programme de développement pour l'après-2015 tienne compte des droits des personnes handicapées et s'inspire de la Convention; veiller à ce que la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le handicap et le développement tienne compte des droits des personnes handicapées et s'inspire de la Convention; allouer davantage de temps et de ressources au Comité et garantir l'application effective du paragraphe 3 de l'article 4 et du paragraphe 3 de l'article 33 de la Convention

en coopérant avec les organisations représentant les personnes handicapées, en les consultant et en développant leurs capacités.

46. L'IDA se félicite des propositions de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme tendant à renforcer le système des organes conventionnels, y compris sa proposition portant sur l'établissement d'un calendrier exhaustif de présentation de rapports. Elle se félicite également des efforts qui sont actuellement déployés pour que l'information soit plus accessible et plus transparente dans tous les organes conventionnels et de l'initiative visant un arrangement spécial en matière de budget pour tenir compte des dépenses supplémentaires entraînées par la nécessité d'assurer un hébergement convenable aux personnes handicapées pour qu'elles puissent participer aux travaux des organes conventionnels.

47. L'IDA est favorable à l'idée que les organes conventionnels fournissent aux ONG un espace sûr au sein duquel elles puissent exprimer leurs préoccupations et ne soutient par conséquent pas la proposition de la Haut-Commissaire tendant à ce que les séances d'information à l'intention des ONG aient lieu dans le cadre de séances publiques. Elle est fermement opposée à la proposition tendant à imposer un code de conduite aux membres des organes conventionnels car cela constitue une menace pour leur indépendance. Elle approuve la proposition de la Haut-Commissaire portant sur la retransmission sur le Web des réunions publiques de tous les organes conventionnels et ne partage pas l'idée selon laquelle l'État concerné devrait y consentir car cela violerait les principes de la transparence, de l'égalité de traitement et de la non-sélectivité.

48. L'IDA se félicite de ce que le Comité ait pris l'initiative de consacrer une demi-journée de débat général aux filles et aux femmes handicapées et lui demande instamment d'inviter l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) à participer à ce débat. Elle lui propose en outre de rédiger un document sur le rôle que jouent les ONG dans son travail. Elle a apprécié que l'interprétation en langage des signes et le sous-titrage aient été assurés durant la présente session et espère que ces services continueront d'être fournis.

49. **M^{me} McRae** (Human Rights Watch) dit que Human Rights Watch attend avec intérêt les échanges de vues que le Comité va avoir avec des délégations d'États parties sur les questions suivantes: les amendements au projet de loi sur la santé mentale afin de l'harmoniser avec la Convention et la situation du militant Chen Guangcheng, avec la délégation chinoise; le droit des personnes handicapées de participer à la vie politique, avec la délégation hongroise et le droit à la santé génésique des personnes handicapées, avec la délégation argentine.

50. **M^{me} Danbach** (Service social international) dit que Service social international souhaite appeler l'attention, au nom de l'ONG Working Group on Children without Parental Care, sur le sort des enfants, en particulier les enfants handicapés, privés de leur famille. Elle encourage le Comité à tenir compte des Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants en rédigeant ses observations finales, comme le fait le Comité des droits de l'enfant. Les parents d'enfants handicapés ne bénéficiant pas d'un soutien adéquat et pouvant de ce fait se sentir incapables de faire face, ces enfants sont particulièrement exposés au risque d'être placés dans des établissements de protection de remplacement.

51. Une étude menée en 2011 en Amérique latine a confirmé qu'un enfant handicapé pouvait être abandonné et que les possibilités de protection de remplacement familiale et communautaire étaient limitées pour les enfants privés de leur famille. Dans certaines régions, jusqu'à 60 % des enfants placés en institution sont des enfants handicapés. Si la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées renferment toutes deux des dispositions pour remédier à cette situation, les

Lignes directrices relatives à la protection de remplacement pour les enfants énoncent des orientations plus détaillées concernant les soins appropriés à fournir et font référence spécifiquement, à 10 reprises au moins, aux enfants ayant des besoins particuliers en matière de protection de remplacement.

Le débat résumé prend fin à 11 h 40.